

Guillaume Garcia

Guillaume.garcia@free.fr

Titre de la thèse : *Les causes des « sans » à l'épreuve de la médiatisation. La construction médiatique des mobilisations sociales émergentes : enjeux et perspectives* (735 p.)

Direction : M. Jacques Gerstlé, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Soutenue le 29 novembre 2005 à l'Université Paris IX-Dauphine devant le jury :

M. Daniel Mouchard, Professeur à l'Université Paris III-Sorbonne Nouvelle (rapporteur)

Mme Brigitte Le Grignou, Professeur à l'Université Paris IX-Dauphine (présidente)

M. Rémy Rieffel, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas

Mme Johanna Siméant, Professeure à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (rapporteur)

Mme Isabelle Sommier, Maître de Conférence à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Mention Très honorable avec les félicitations du jury (à l'unanimité)

Résumé de la thèse

Ce travail est né du constat paradoxal d'une profusion de travaux disponibles dans le domaine de la sociologie des mobilisations comme dans celui de la sociologie des médias d'une part et du manque de travaux connectant spécifiquement et de manière systématique ces deux domaines de recherche - du moins en langue française - d'autre part. Il s'est donc agi à travers la thèse d'investiguer dans un secteur encore trop peu développé, et d'y investir dans une perspective sociologique à travers le cas empirique des mobilisations dites de « sans » (sans-logis, sans-papiers, sans-emploi), dans la France des années 1990 et du début de la décennie 2000. Les mobilisations émergentes - qui plus est de précaires - fonctionnent ici comme un cas d'étude limite permettant d'explorer en profondeur les phénomènes de publicisation des causes sociales par la médiatisation, tout ceci à l'appui d'un terrain assez peu travaillé en science politique française, celui de la production télévisuelle.

La première hypothèse renvoie à l'émergence, particulièrement notable au cours des années 1990, et dans le contexte de ces mobilisations, d'une configuration spécifique de relations mettant aux prises d'une part des acteurs sociaux qu'on pourrait qualifier de « radicaux » et de « média-activistes » (comme Act Up par exemple), et d'autre part les journalistes et les rédactions des grandes chaînes de télévision. Ces deux acteurs prennent une place centrale (et exceptionnelle) au sein de l'arène de publicisation des problèmes sociaux. Or, ce phénomène est particulièrement prégnant - et donc particulièrement propice à l'objectivation scientifique - à travers le cas des « sans ». Il l'est plus largement à propos de problèmes publics en train de se redéfinir - du moins à la marge - comme c'est le cas du logement, de l'immigration et de l'emploi durant cette période. Je m'attache également à travers cette thèse à rechercher comment de nouvelles perceptions problématisées de ces situations et de ces causes ont pu, à un moment donné, voir le jour et émerger à l'intersection des espaces social, politique et médiatique. Ce questionnement forme la trame de la seconde hypothèse forte développée dans la thèse. L'objectif de cette démarche vise à montrer comment cette évolution s'insère au sein d'une inflexion plus générale du potentiel critique de la « nouvelle question sociale », redéfinie non plus comme le résultat d'un processus d'exploitation (notamment dans le monde du travail) mais comme l'aboutissement de logiques « d'exclusion » menaçant le lien social dans son ensemble. Cette dépolitisation se donne à voir à travers, par exemple, la transformation de l'action publique dans le domaine des politiques sociales, politiques désormais dominées par le référentiel de « l'exclusion ». Elle s'intègre plus globalement dans le tournant néo-libéral et sécuritaire qu'ont connu les Etats-providence actuels, dont la France. Elle a pour effet de limiter fortement l'espace du pensable et du dicible, en particulier du fait des contraintes qu'elle exerce sur les catégories d'acteurs susceptibles d'intervenir dans le débat public, sur leurs affiliations identitaires et sur le type de discours ou de rhétoriques qu'ils peuvent y formuler.

L'enquête a été réalisée sur la base d'une analyse articulant les bénéfices cumulés d'une approche « quantitative » et d'une démarche « qualitative ». Les matériaux et les données empiriques recueillis proviennent en effet d'un éventail de sources dont l'utilisation, complémentaire, n'a pas pour but d'être hiérarchisée. Ils s'organisent autour de trois axes principaux. Le premier consiste dans l'analyse des discours médiatiques émis à propos des questions de logement, d'immigration et d'emploi. Cette analyse a été effectuée à partir de la création et de l'étude d'un corpus de sujets d'information télévisée : un peu moins de 6 000 ont été comptabilisés et soumis à une analyse thématique simple : un millier d'entre eux environ ont ensuite été soumis à une analyse de contenu élaborée ainsi qu'à une exploitation statistique factorielle sous la forme d'une analyse de correspondances multiples. Le deuxième axe résulte d'une recherche de terrain menée auprès des principaux acteurs ayant été confrontés à cette question, soit les journalistes concernés ainsi que les principaux responsables des associations de ces différents secteurs. Il se décompose en une série d'entretiens semi-directifs (une trentaine), réalisés à deux niveaux : d'une part avec des journalistes de TF1 et de France 2 (simples rédacteurs, chefs de service) ayant activement contribué à la réalisation des sujets produits durant les périodes étudiées ; d'autre part avec des entrepreneurs de mobilisation appartenant aux organisations de « sans ». Les principaux acteurs de ces mobilisations, leurs responsables ou porte-parole, qu'ils soient issus d'associations, de syndicats ou de simples coordinations, ont ainsi été interrogés. Il s'agit plus précisément de DAL, Dd !, du CDSL, de la coordination des sans-papiers, de la coordination des cinéastes, de AC !, du MNCP, de l'APEIS, ou encore des comités de chômeurs CGT. Des organisations « gestionnaires » dans le champ du logement, de l'immigration ou de l'emploi, comme la CIMADE, Emmaüs ou l'ADIE par exemple, ont en outre ponctuellement été mobilisées à titre de comparaison, afin d'isoler la spécificité des organisations de « sans » dans leur rapport aux médias. Ces entretiens ont été complétés par une période d'observation ethnographique effectuée au sein de la rédaction nationale de France 2. Le troisième axe renvoie enfin à une expérimentation de la réception des modes de cadrage de l'information, effectuée à titre exploratoire sur trois groupes de téléspectateurs (18 personnes au total) à travers la méthode des *focus groups* et à partir du cas du chômage.

Après un chapitre méthodologique présentant les conditions de production des données exposées dans la thèse, la première partie rend compte de l'irruption des causes des « sans » dans l'arène publique et de l'émergence d'une nouvelle configuration d'interdépendance entre journalistes et entrepreneurs de mobilisation. Elle brosse le cadre des transformations de l'Etat-providence, rappelle la chronologie des mouvements, les propriétés de leurs soutiens, leur rapport au système politique et à l'espace public, ainsi que l'évolution temporelle de leur visibilité médiatique. Y sont en particulier rappelées les modalités de la constitution du logement, de l'immigration et de l'emploi comme enjeux politiques sous l'effet du tournant néo-libéral et sécuritaire de l'Etat-providence et de l'émergence du référentiel de l'exclusion (notamment). Y sont également exposées les modalités d'émergence d'un cycle de mobilisation ainsi que les tentatives - objectivement réussies - d'accès à l'agenda politique par la médiatisation effectuées par les groupements de « sans ». Les résultats obtenus confirment la particularité des périodes de crise étudiées, lesquelles se caractérisent par un modèle d'émergence indirect et intermittent par rapport aux conjonctures routinières. Il s'agit par ailleurs d'explorer les modalités de structuration des configurations d'acteurs étudiées, les logiques qui sous-tendent leur fonctionnement, et la façon dont s'ordonnent et s'articulent les interactions entre « sans » et journalistes. A travers l'examen des ressources socio-politiques et des dispositions de ces acteurs protestataires face à l'enjeu de la médiatisation, la thèse souligne les ambiguïtés et les faiblesses de la configuration d'action collective mise en place autour des « sans », ainsi que le rapport problématique à l'impératif médiatique qui caractérise ces derniers. La reconstitution des stratégies et des tactiques dans l'interaction entre « sans » et journalistes permet toutefois de reconsidérer le constat préliminaire d'un référentiel journalistique potentiellement hermétique aux causes sociales « émergentes ». Les mobilisations d'exclus mettent en effet à l'épreuve les normes de production de l'information, comme l'imprécision du rubriquage, les logiques de déspecialisation, de polyvalence, de rotation, d'urgence, tout comme l'impact des conceptions de rôles et des habitus journalistiques. Les modes de réception des stratégies médiatiques déployées par les « sans », entre réalisme et désenchantement, invitent à souligner les ambivalences de la position « complémentaire-haute » qu'occupent les journalistes. Ils offrent également un site privilégié d'observation des effets de la conjoncture, et notamment des conjonctures de mobilisation en termes d'inflexion des critères journalistiques d'appréciation de la valeur de l'information, en termes de réorganisation des services ou encore, entre autres, au regard de l'impact de la réception du public (imaginée ou réelle) sur le travail des

journalistes. Du côté des « sans », de même, la mobilisation des ressources au service de l'accès à l'agenda médiatique exacerbe les dilemmes organisationnels et éthiques qui traversent généralement ces groupes, tout autant qu'elle permet de pointer l'inachèvement des pratiques de communication publiques mises en œuvre par ces derniers (expertise, lobbying, formes conventionnelles d'action *versus* « coups » médiatiques, stratégies réactives ou pro-actives, etc.).

La deuxième partie de la thèse permet de mettre en évidence les opportunités « symboliques » offertes par l'ouverture de l'espace médiatique aux groupes mobilisés dans les contextes de médiatisation, mais aussi les limites de cette ouverture et les évolutions mutuelles que les interactions « sans » / journalistes occasionnent. Sont ainsi successivement abordées les trois principales dimensions du travail de cadrage, soit la promotion d'une identité collective et positive du groupe des « sans », la définition du problème, de ses causes et de ses solutions, ainsi que la légitimation tant des revendications que des formes de protestation. La difficile reconnaissance d'un nouvel acteur collectif, les « sans », enseigne tout d'abord que l'identité publique des groupes émergents - qui plus est de précaires - est bien à construire et à négocier, notamment vis-à-vis des journalistes, en particulier lorsque cette émergence se fait largement à travers les médias. Le passage des « exclus » aux « sans » apparaît en effet incertain, tout comme la prétention des organisations comme DAL ou AC par exemple à représenter les populations qu'elles organisent. Cela est avéré malgré la tendance objectivement constatée des journalistes, à travers l'analyse de l'évolution de l'information télévisée, à amorcer une configuration publique des causes portées par les « sans ». Les tentatives de redéfinition du mal-logement, de l'immigration irrégulière et du chômage, telle qu'elles sont promues par ces acteurs, apparaissent de surcroît fortement tributaires de leur réception médiatique et donc en quelque sorte « négociées » avec les journalistes. Cela est avéré si on examine par exemple la (re)découverte de la gravité des problèmes de logement, d'immigration ou d'emploi par les journalistes, dont l'effet est notable sur les modes de reproblématisation des situations d'injustice que les « sans » dénoncent. Cela est également avéré lorsqu'on se penche sur la réduction des choix d'imputations rétrospective qu'implique l'attribution « médiatique » des responsabilités causes de « l'exclusion ». Le « dilemme des solutions », entre réponse aux situations d'urgence ou mise en avant des projets politiques, apparaît quant à lui exacerbé par les contraintes de la médiatisation. Enfin, la détermination d'un responsable de traitement en contexte de mobilisation converge vers l'Etat, PPDC comme aussi bien du point de vue médiatique que politique. Au total, si le constat de souffrance des « sans » apparaît bien prégnant, il n'en va pas de même de la critique politique déployée par les « sans », qui reste médiatiquement embryonnaire. La « politisation médiatique » des causes des « sans » n'en apparaît dès lors que plus paradoxale. L'impératif médiatique apparaît enfin comme un principe explicatif non négligeable des modes d'action auxquels ont recours les « sans », malgré le privilège accordé par les journalistes aux répertoires d'action conventionnels dans leurs comptes rendus des protestations collectives. L'observation des modes de justification de ces dernières, lorsqu'on passe des « actions » aux « valeurs », permet de souligner les incertitudes dans l'usage de registres de légitimation ambigus. Ceux-ci oscillent, notamment en contexte de médiatisation, entre recours au principe humanitaire comme position de repli et référence aux droits sociaux et politiques dans une perspective critique largement euphémisée.

Sont également observés, plus largement, les effets proprement sociaux produits tant sur les « sans » eux-mêmes que sur les journalistes par ces situations d'interaction. La thèse vise à prendre en compte non seulement la réception par les journalistes du message promu par les « sans », mais également les adaptations des « sans » - voire leurs anticipations - face à ce qui leur paraissent être les conditions imposées pour qu'une partie au moins de leur discours soit entendue. Cette sociologie du travail de cadrage en temps court, effectuée sur un cycle de mobilisation plus restreint, entre 1994 et 1998, montre alors - contre la représentation dominante du pouvoir démiurgique des médias - que les contextes de mobilisation offrent des opportunités (mais aussi des contraintes) pour les « sans » comme pour les journalistes. Durant ces moments de « crise sociale », qui sont le siège d'une désectorisation minimale des divers espaces sociaux, se produisent des ajustements mutuels entre ces acteurs de l'arène.

La troisième et dernière partie constitue l'occasion d'opérer une connexion entre les enseignements capitalisés dans les parties précédentes. Elle vise à opérer une montée en généralité théorique, en prenant la mesure du contexte dans lequel s'inscrit l'inflexion médiatique de ces répertoires de représentation, c'est-à-dire les processus conduisant à l'imposition progressive des façons dominantes de poser les problèmes de mal-logement, d'immigration irrégulière ou de chômage. Une mise en perspective diachronique de la carrière médiatique des enjeux du logement, de l'immigration et de l'emploi est opérée sur la période 1990-2002. A partir d'un panorama des répertoires de cadres disponibles pour penser la « nouvelle question sociale », la thèse propose un bilan des cadrages médiatiques des causes des

« sans », sur la base d'une analyse de correspondance multiple ou encore d'une analyse thématique des sujets d'information télévisée. Ce bilan autorise à constater l'existence d'un alignement objectivement précaire et limité des cadres interprétatifs entre « sans » et journalistes. Il permet également de fournir une vue synthétique à propos de l'évolution des modes de problématisation médiatique du mal-logement, de l'immigration irrégulière et du chômage, et de leur contribution à la publicisation et à la politisation de ces enjeux. Il fournit enfin l'occasion de revenir sur les différences de traitement constatées entre TF1 et France 2. Une discussion plus critique et théorique est ensuite proposée au sujet de l'alignement des cadres, en revenant plus spécifiquement sur le groupe des journalistes, et amène à proposer une conception élargie de l'analyse de cadrage. Est ainsi tentée une définition de la notion de cadre. Est également remise en question la conception traditionnelle de l'alignement des cadres interprétatifs, au profit d'une conception plus réaliste en termes de « bien-entendu opératoires ». Un bilan des facteurs permettant d'expliquer ces « bien-entendu opératoires » est ensuite opéré. Le poids des dispositions individuelles des journalistes, peut-être plus fort dans les dimensions micro-sociales et de court terme des périodes de crise, est alors pondéré par rapport au poids de la « culture du groupe » sur le long terme. De même, un retour sur le poids relatif des facteurs cognitifs, normatifs ou matériels amène d'une part à contester l'idée que les rédactions soient un tout monolithique, et d'autre part à souligner l'inertie des routines organisationnelles des rédactions, inertie qui rend difficile toute tentative individuelle de maîtriser et de faire évoluer les modes de cadrage. Les « bien-entendu opératoires » entre journalistes et « sans » résultent ainsi bien souvent de paradoxes, une grande partie de l'explication étant souvent à rechercher du côté du contexte de l'interaction, et ce même si certains facteurs structurels contraignent fortement son issue. Il s'agit également de montrer que les conditions d'ajustement de leurs causes aux impératifs médiatiques et aux systèmes de représentations propres aux journalistes se traduisent, pour les « sans », par une forme « obligatoire » de dépolitisation de leur message, tout comme elles s'expliquent, en partie, par les faiblesses propres à ces organisations. Enfin, pointant aussi bien les dangers d'un « cognitivisme » exclusif que les excès d'un « stratégisme » ou d'un « objectivisme » poussés à l'extrême, la thèse s'efforce de tirer un bilan théorique de l'enquête de terrain. Niant la nécessaire opposition entre paradigme cognitif et paradigme organisationnel dans l'approche en termes de cadrage, elle propose de considérer l'utilité à la fois de l'importation et du dépassement de cette controverse au-delà du seul domaine de la sociologie des mobilisations, vers celui de la sociologie des médias. Puisque l'objectif des « sans », de par leurs mobilisations, est en dernier ressort de peser sur « l'opinion » à travers les journalistes, un prolongement de la thèse a consisté à poser la question des effets des cadrages médiatiques sur le public. L'exploitation des *focus groups* à partir du cas du chômage permet ainsi d'affronter la question de la réception, souvent autre point aveugle ou problématique des travaux sur les mobilisations et les médias, en envisageant la réception des modes de cadrage les plus saillants à partir du cas du chômage (*cf. infra*)